

A Madagascar, les citoyens déplorent l'ampleur considérable de la corruption

Dépêche No. 54, Afrobaromètre | Désiré Razafindrazaka, Laetitia Razafimamonjy, et Iraldo Luis Djao

Résumé

Selon la dernière enquête Afrobaromètre, la plupart des Malgaches constatent une hausse alarmante du niveau de corruption en 2014 par rapport à 2013 et décrivent l'insuffisance de performance du gouvernement à mener à bien la lutte contre ce fléau. De 2005 à 2014, les citoyens perçoivent ainsi de moins en moins bien l'effort du pouvoir en place dans le combat contre la corruption, le problème qui amenuit la crédibilité des institutions étatiques.

Par ailleurs, en 2014, ce sont la police et la gendarmerie, les juges et magistrats, les hommes d'affaires ainsi que les parlementaires qui sont les plus critiqués par les Malgaches pour leur implication dans des affaires de corruption. Souvent cette corruption se manifeste par le paiement de pots-de-vin en vue de faciliter l'obtention de services.

Ces données sont d'une grande importance, puisqu'elles montrent le contexte de corruption auquel est confrontée la population dans son quotidien. Ces données illustrent également le fait que Madagascar soit classé au 133^{ème} rang sur 175 pays en considérant l'Indice de Perceptions de la Corruption 2014 de Transparency International. Ceci démontre que la question de la bonne gouvernance est une chose réclamée par tous les Malgaches et non pas réservée essentiellement à la classe politique.

Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Cinq séries d'enquêtes ont été réalisées entre 1999 et 2013, et les enquêtes de la Série 6 sont actuellement en cours (2014-2015). Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale de 1.200 à 2.400 répondants.

L'équipe Afrobaromètre à Madagascar, dirigée par le cabinet COEF Ressources, a interviewé 1.200 adultes malgaches en décembre 2014 et janvier 2015. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3% à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées à Madagascar en 2005, 2008, et 2013.

Résultats clés

- Environ trois Malgaches sur quatre affirment que la corruption dans le pays a augmenté en 2014 par rapport à 2013. Madagascar se trouve parmi les pays pour lesquels le niveau de corruption a accusé les plus grandes hausses par rapport à l'année précédant l'enquête.
- Neuf personnes sur 10 critiquent la performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption et qualifient cette lutte de « très mal » ou « plutôt mal ». Toutefois, deux Malgaches sur trois restent convaincus que c'est le parti au pouvoir qui est le mieux placé pour limiter et vaincre la corruption dans le pays.

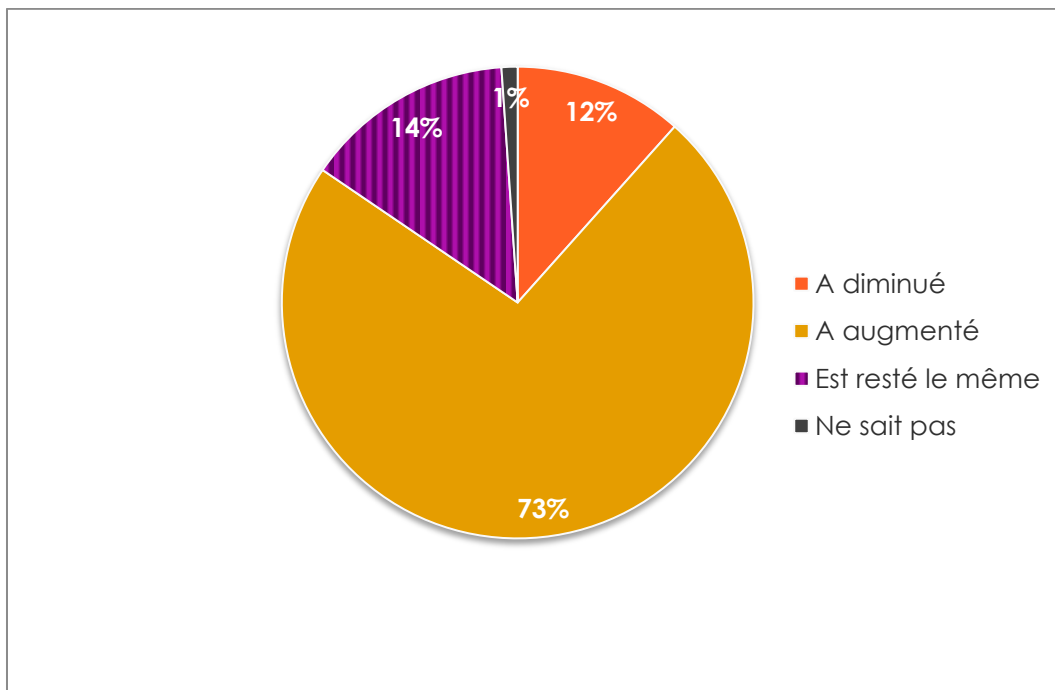
- Près d'un Malgaches sur deux (49%) pensent que « la plupart » ou « tous » les policiers et les gendarmes sont impliqués dans des affaires de corruption. Ces deux institutions sont celles perçues être les plus corrompues, au même titre que les juges et magistrats (49%), suivies des parlementaires (35%), des agents des impôts (35%), et des hommes d'affaires (32%). Ceux qui se trouvent dans la classe pauvre constituent les principales victimes de la corruption.
- Quant aux actions de lutte contre ce fléau, trois individus sur quatre revendiquent l'implication des médias à s'engager fermement dans cette mission. Il s'agit, entre autres, de publier les erreurs du gouvernement ou les délits de corruption que les agents de l'état ont commis. Cependant, sur ce plan, les médias sont perçus encore peu efficaces.
- De même, 70% des Malgaches sont d'accord pour participer à l'éradication de la corruption, en affirmant que cette lutte est une affaire de tous. Néanmoins, la peur des conséquences ou des représailles lors de la dénonciation des cas de corruption, demeure le principal facteur qui ralentit l'avancée des actions menées en ce sens.

Manifestation de corruption au sein de l'administration publique

En 2014, la corruption a augmenté par rapport à l'année précédente selon les Malgaches. En effet, 73% des enquêtés affirment que celle-ci a « un peu augmenté » ou « beaucoup augmenté » (Figure 1).

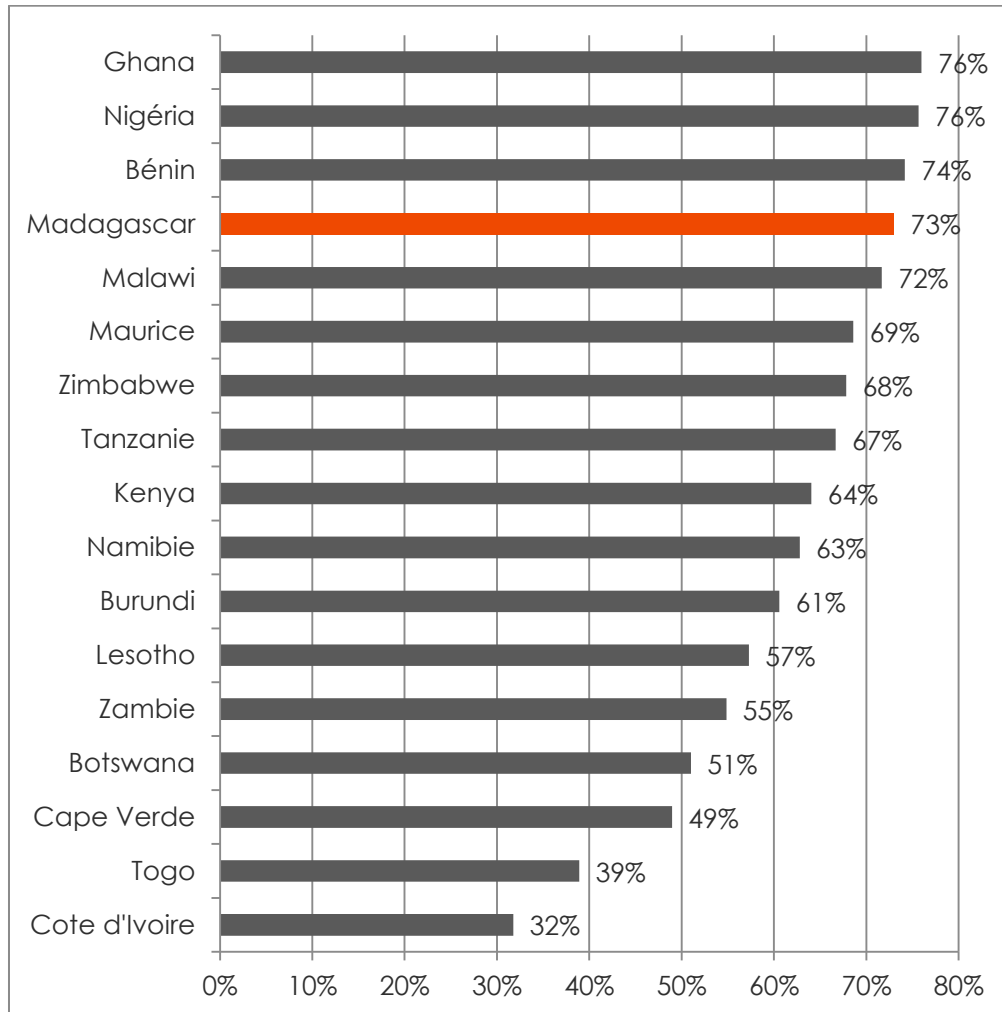
Madagascar figure parmi les pays où la population perçoit une forte hausse de la prévalence de corruption, comparativement à 16 autres pays pour lesquels les données du 6^{ème} tour de l'enquête Afrobaromètre sont disponibles. Ainsi, Madagascar se situe à la 4^{ème} position, après le Ghana, le Nigéria, et le Bénin (Figure 2).

Figure 1: Evolution du niveau de corruption | Madagascar | 2014



La question posée aux répondants: A votre avis, pendant l'année écoulée, le niveau de la corruption a augmenté, diminué, ou est resté le même dans ce pays?

Figure 2: Augmentation du niveau de corruption | 17 pays africains | 2014

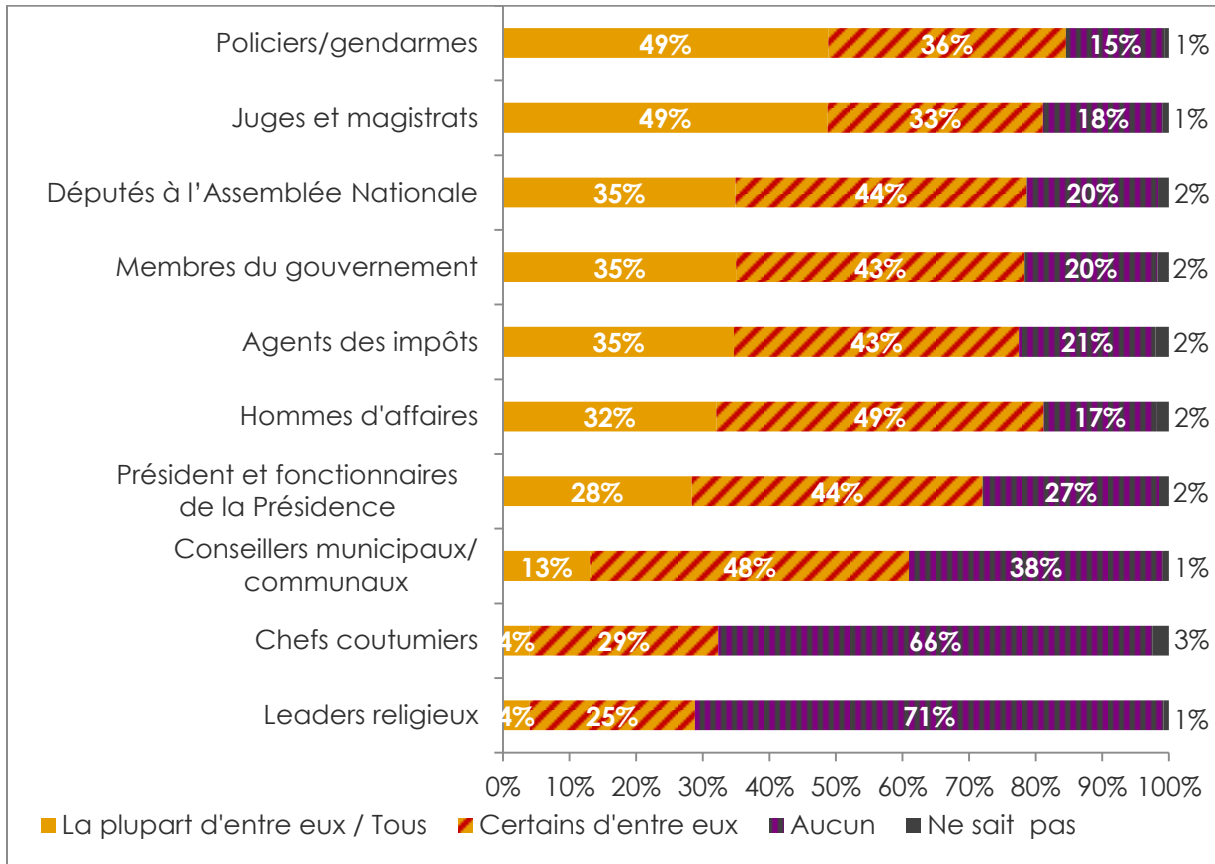


[% qui disent « A beaucoup augmenté » ou « A un peu augmenté »]

Par ailleurs, la corruption est généralisée au niveau de l'administration publique. Concernant les policiers et gendarmes, ainsi que les juges et magistrats, presque la moitié des citoyens malgaches (49%) disent que « la plupart d'entre eux » ou « eux tous » sont liés à des affaires de corruption. Pour la même raison, les parlementaires et les membres du gouvernement sont également pointés du doigt par 35% des enquêtés. Par contre, les leaders traditionnels et les leaders religieux sont vus comme les moins corrompus; en effet, plus de deux Malgaches sur trois affirment qu'aucun d'entre eux n'est corrompu (Figure 3).

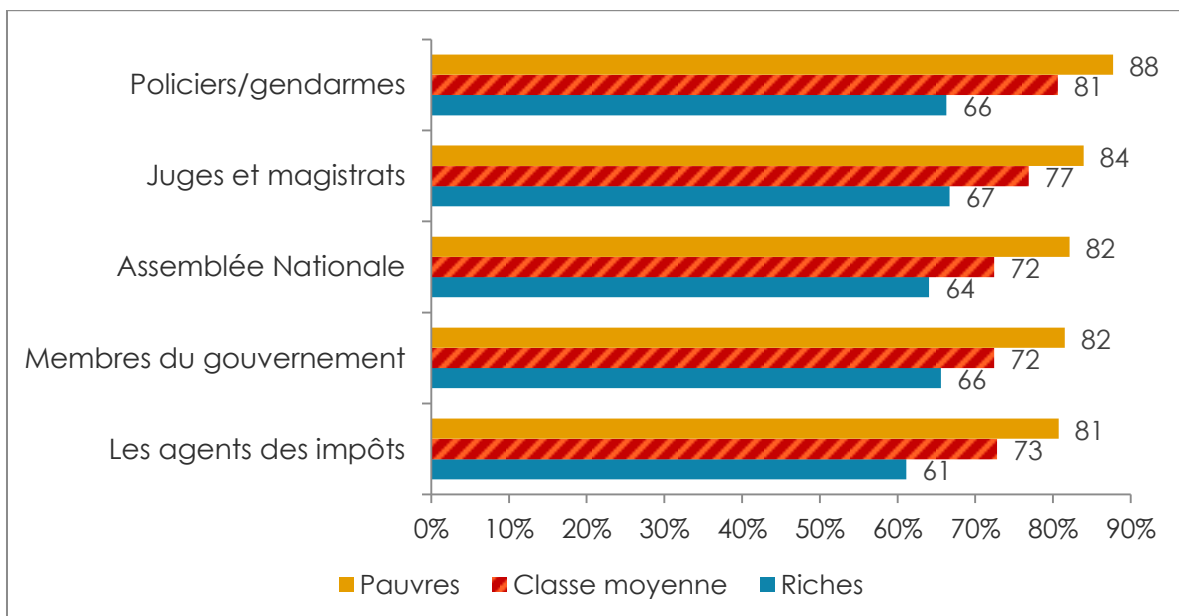
Une analyse des avis sur la corruption en fonction du niveau de vie de la population montre que la perception des Malgaches varie selon la classe économique. La classe économique est établie à partir des critères de manque de certains besoins de base, tels que la nourriture, l'eau pour les besoins domestiques, les médicaments ou les soins médicaux, le combustible pour la cuisson de repas, et l'argent. Les riches sont ceux qui n'étaient jamais confronté à un manque vis-à-vis des besoins de base pendant les 12 mois de l'enquête. La classe moyenne est formée par ceux qui ont fait face quelques fois à un manque. Les pauvres sont ceux qui font souvent ou toujours face à un manque. En moyenne, cinq Malgaches sur six (83%) se trouvant dans la classe pauvre pensent que les agents de l'état sont corrompus, contre 65% pour les riches (Figure 4).

Figure 3: Corruption au sein des institutions et groupes | Madagascar | 2014



La question posée aux répondants: Selon vous, combien de personnes des groupes suivants sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'êtes-vous pas assez familiers avec eux pour donner votre opinion?

Figure 4: Perceptions de corruption au sein des administrations publiques | par classe économique | Madagascar | 2014

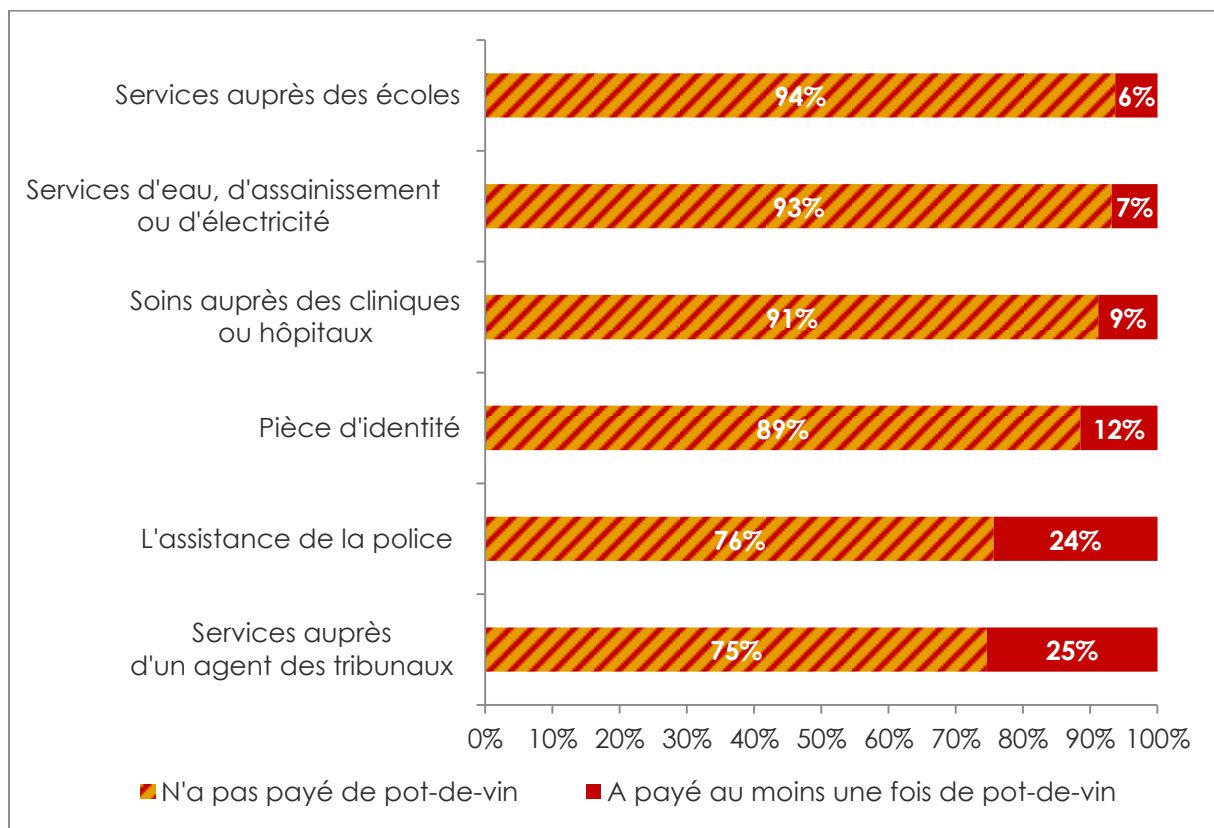


(% qui disent « tous », « la plupart », ou « certains » d'entre eux)

L'accès aux services de base et la corruption

Au cours de l'enquête, il a été demandé aux répondants de se prononcer sur leurs expériences concernant le paiement de pots-de-vin pour l'obtention de certains services. En effet, pour certains services, tels que dans les écoles publiques, dans les services d'eau et d'assainissement et d'électricité, ou encore l'obtention de soins dans les hôpitaux, les Malgaches convergent vers le constat que l'octroi de pots-de-vin est moins fréquent. Par contre, un individu sur quatre qui avait sollicité des prestations des agents des tribunaux ou l'assistance des agents de la police ont déclaré avoir été contraint de payer un pot-de-vin pour faciliter l'obtention des services dont ils ont eu besoin (Figure 5).

Figure 5: Paiement des pots-de-vin pour obtenir certains services | Madagascar
 | 2014



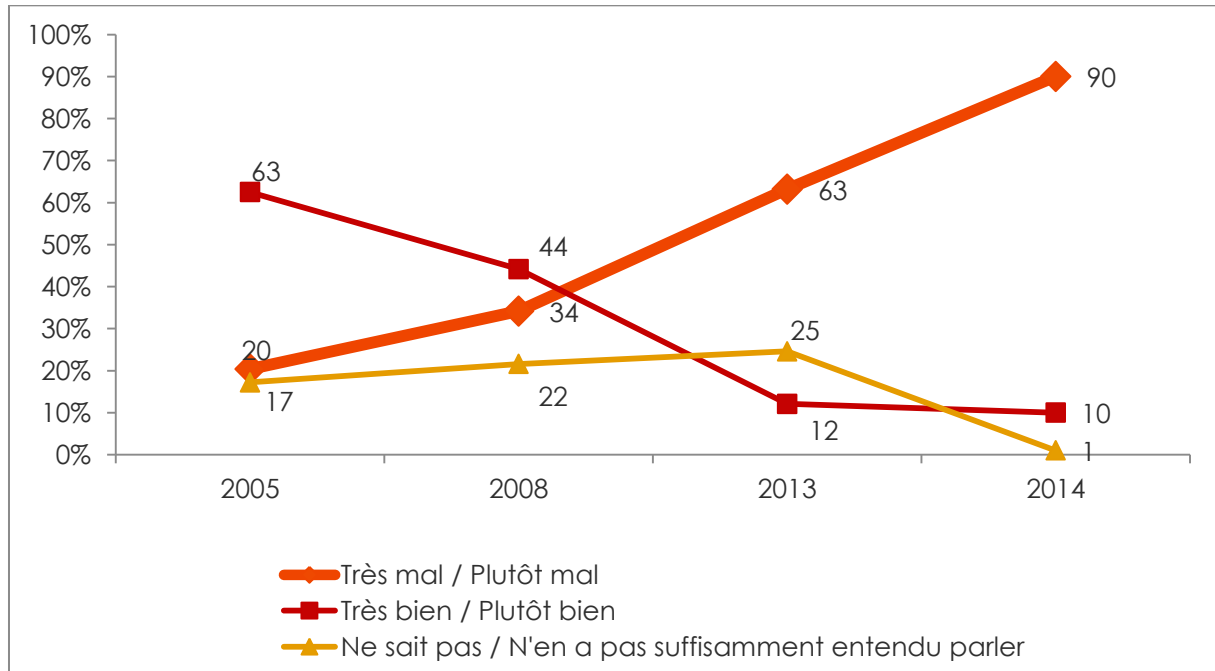
La question posée aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu affaire avec un des services? (Si oui:) Etait-il facile ou difficile d'obtenir les services dont vous aviez besoin? Et combien de fois, si jamais, avez-vous été obligé de payer un pot de vin, offrir un cadeau ou une faveur sous n'importe quelle forme afin d'obtenir les services dont vous aviez besoin?

Le gouvernement, peine à lutter efficacement contre la corruption

Alors que la corruption tend à gagner de plus en plus du terrain à Madagascar, une grande majorité de la population critiquent le manque de performance du gouvernement dans le combat contre la corruption. En effet, neuf individus sur 10 (90%) disent que la manière dont les pouvoirs publics répondent aux problèmes de corruption est « plutôt mal » ou « très mal ». Cette proportion a d'ailleurs plus que quadruplé par rapport aux chiffres de 2005 (Figure 6). Parmi les 17 pays d'Afrique cités ci-dessus, Madagascar reçoit la plus mauvaise note en matière de performance du gouvernement par rapport à la lutte contre la corruption (Figure 7).

Figure 6: Performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption

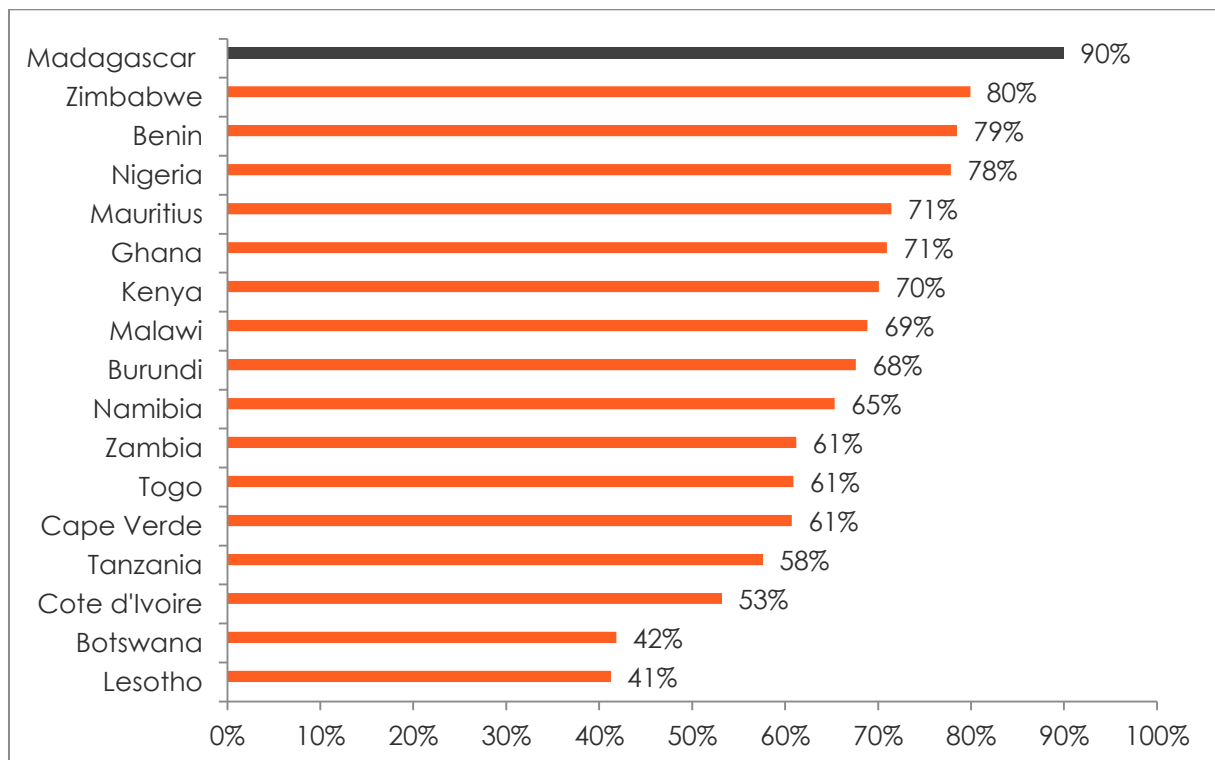
| Madagascar | 2005-2014



La question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la préoccupation de lutte contre la corruption au sein de l'administration publique, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer?

Figure 7: Performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption | 17 pays africains

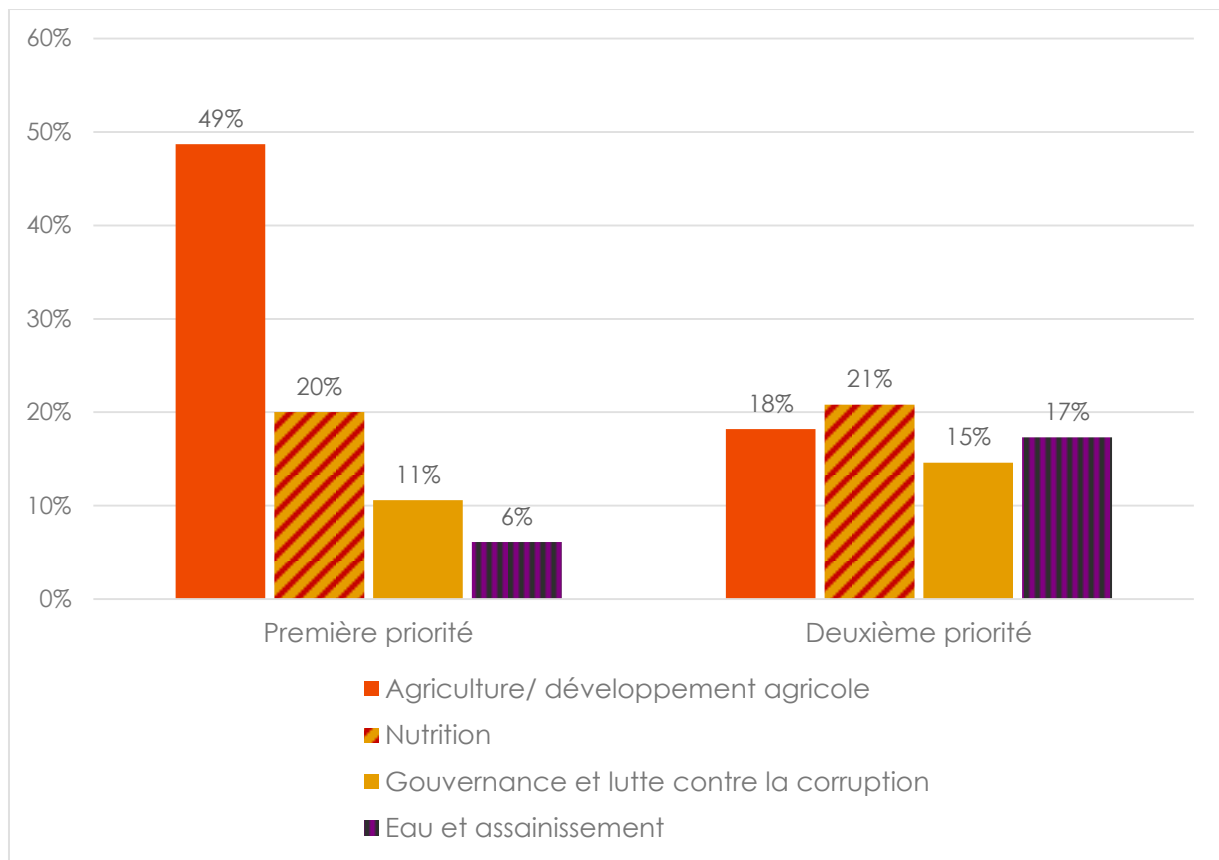
| 2014/2015



(% qui disent « très mal » ou « plutôt mal »)

Le défi de la corruption nécessite une coordination de stratégies adéquates, qui assureront la bonne marche du pays et son développement. Pour Madagascar, cette étude indique que la lutte contre la corruption exige un appui de la part des partenaires techniques et financiers. Selon les enquêtés, cette problématique de lutte contre la corruption se place à la 3^{ème} position, par ordre de priorité, et vient juste après le problème de l'agriculture et la question de nutrition (Figure 8). En d'autres termes, bien que d'autres problèmes préoccupent davantage un grand nombre de la population malgache, la corruption et ses effets pervers ne sont pas à négliger.

Figure 8: Secteurs prioritaires nécessitant des appuis techniques et financiers
 | Madagascar | 2014



La question posée aux répondants: A votre avis, lesquels des secteurs suivants a le plus besoin d'un appui des partenaires techniques et financiers, ou n'en avez-vous pas assez entendu parler pour vous prononcer? Lequel serait la seconde priorité?

Les médias face à la lutte contre la corruption

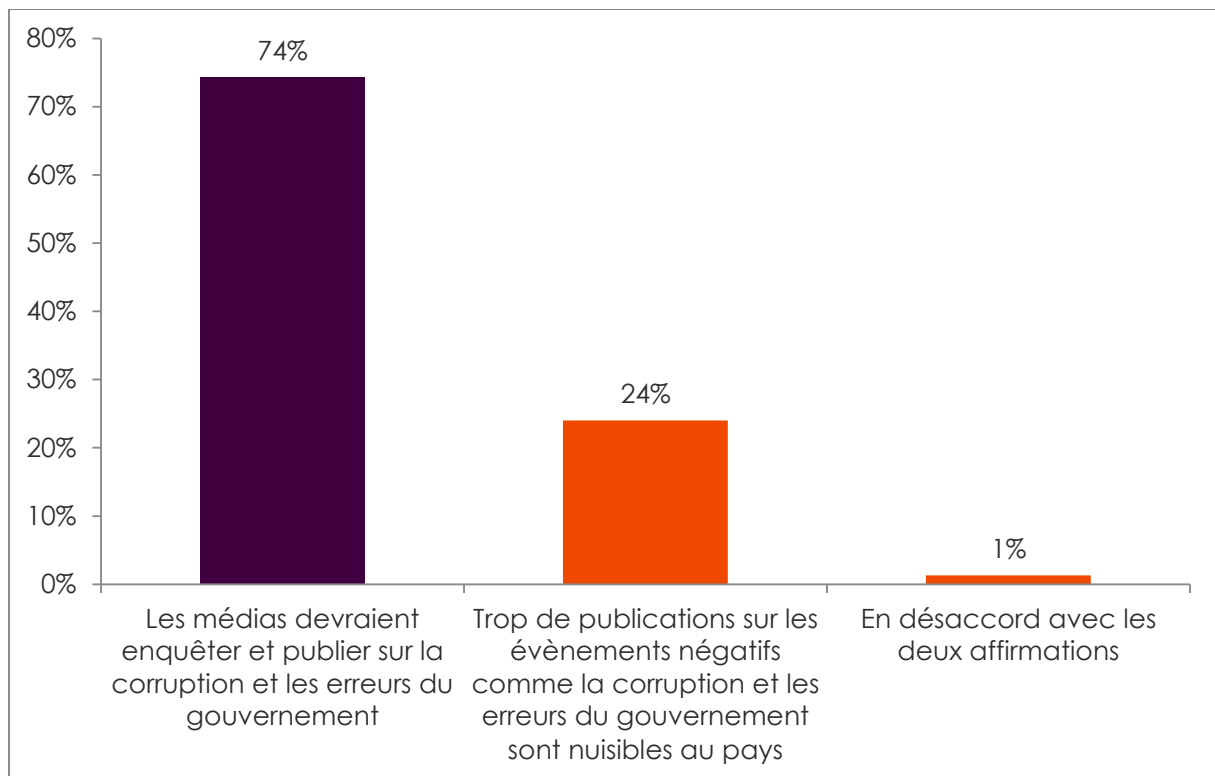
Conscients de la place qu'occupent les médias et de leur importance dans la sphère politique pour l'équilibre du pouvoir, la plupart des Malgaches confient que la presse devrait intervenir davantage dans la lutte contre la corruption afin de parvenir à instaurer la transparence et la bonne gouvernance dans le pays. Ainsi, 74% des Malgaches déclarent que la presse devrait constamment faire des investigations sur la corruption et les erreurs commises par le gouvernement. A l'opposé, 24% de la population estiment que ce processus évoquant les événements négatifs au sujet des dirigeants serait nuisible pour le pays (Figure 9).

Néanmoins, les avis restent mitigés lorsqu'on s'interroge sur l'efficacité des médias à jouer leur rôle dans la lutte contre ce phénomène. Seuls 30% des Malgaches trouvent que la presse est

efficace pour révéler les cas de corruption rencontrés dans les institutions étatiques, contre 66% qui sont plutôt persuadés du contraire (Figure 101). Cette faible efficacité est plus prononcée par les ruraux (68%) que les urbains (58%). Ce résultat reflète peut-être que l'accès à l'information reste encore critique en milieu rural et que la liberté de presse n'est pas encore totalement gagnée.

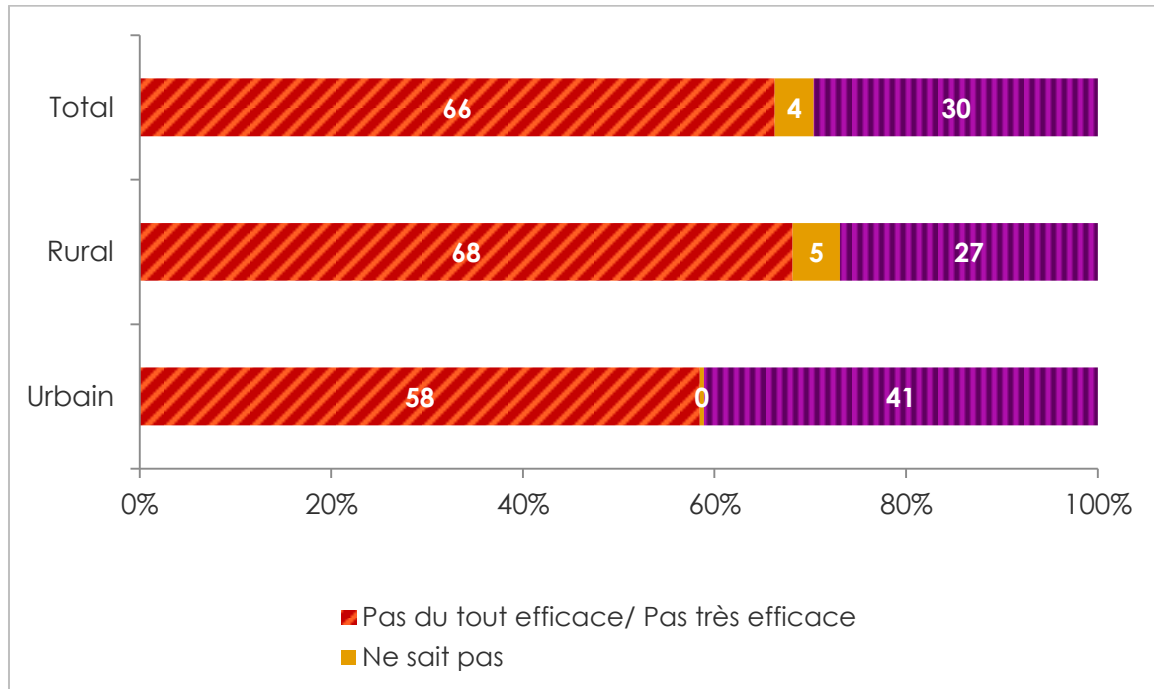
Parmi quelques pays de la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC), la perception de l'efficacité de la presse malgache dans la dénonciation de la corruption est de loin la plus faible (Figure 11).

Figure 9: L'implication des médias dans la lutte contre la corruption | Madagascar | 2014



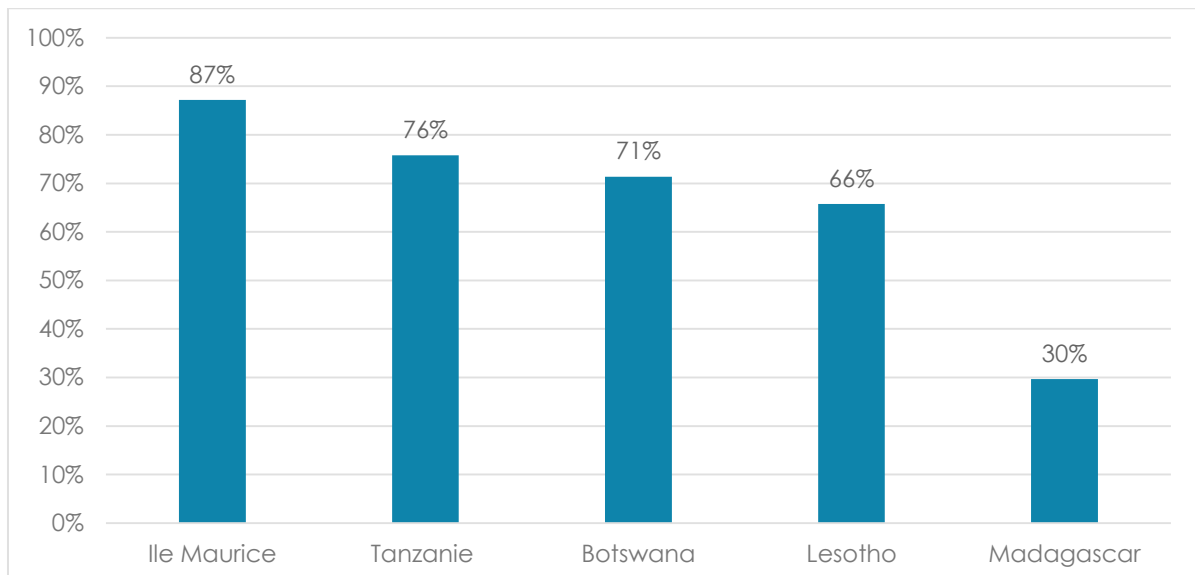
Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? Choisir Affirmation 1 ou Affirmation 2.
 (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 10: Efficacité des médias à révéler la corruption | Madagascar | 2014



Question posée aux répondants: Dans ce pays, à quel point est-ce que la presse est efficace pour révéler les erreurs du gouvernement ou les cas de corruption?

Figure 11: Efficacité des médias à révéler la corruption | 5 pays de la SADC | 2014



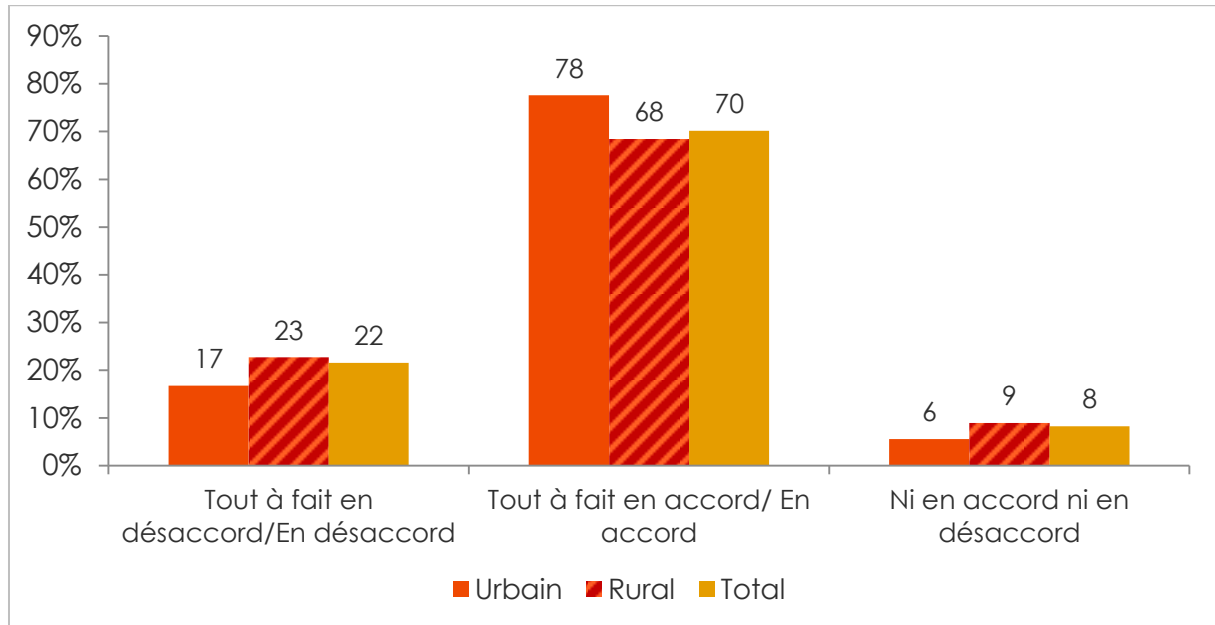
(% qui disent « assez efficace » ou « très efficace »)

Dénoncer des cas de corruption: Les Malgaches craignent les conséquences

L'attitude de la population à l'égard de la corruption montre que celle-ci est loin d'être acceptée par tous. Combattre ce fléau est donc un sentiment partagé par la plupart des citoyens à Madagascar. Environ trois Malgaches sur quatre déclarent que les personnes ordinaires peuvent faire la différence dans cette action. Cette perception se manifeste tant en milieu rural qu'urbain (Figure 12).

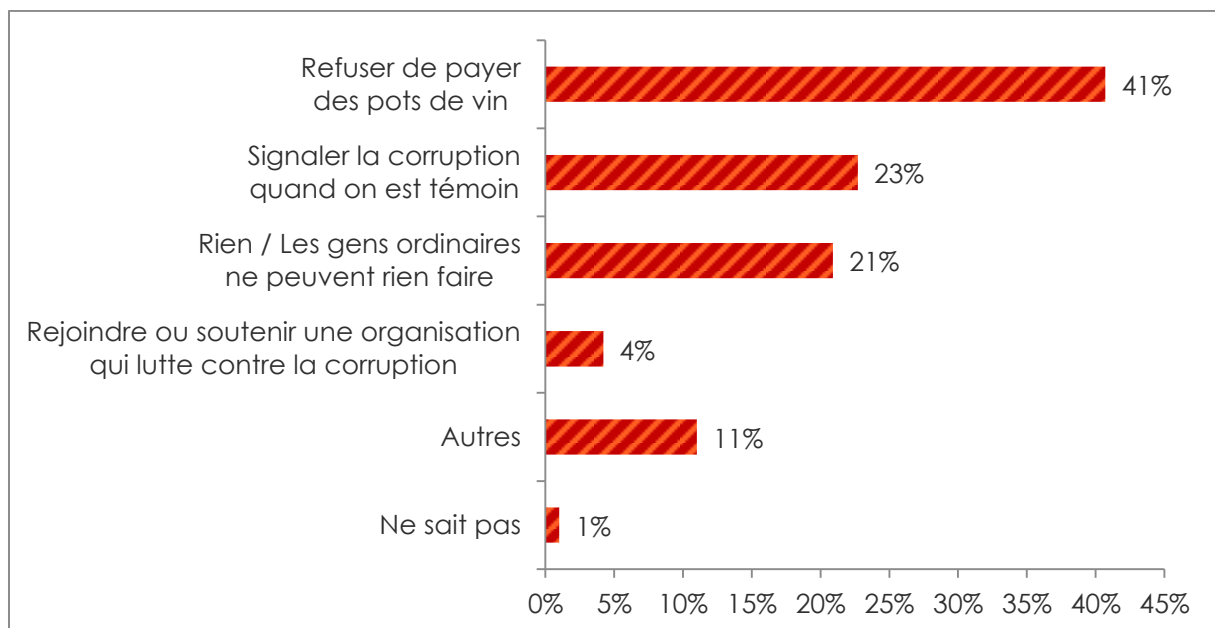
Interrogés sur les solutions permettant d'éradiquer ce mal, les Malgaches affichent différents avis. Toutefois, deux solutions majeures émergent: le « refus de payer des pots-de-vin » (perçu comme le meilleur moyen de lutte contre la corruption, selon 41%) et la dénonciation de la corruption lorsqu'on en est témoin (23%) (Figure 13).

Figure 12: Citoyens ordinaires peuvent faire la différence | Madagascar | 2014



La question posée aux répondants : Pourriez-vous me dire si vous êtes en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante: Les gens ordinaires peuvent faire la différence dans la lutte contre la corruption?

Figure 13: Solutions pour combattre la corruption | Madagascar | 2014

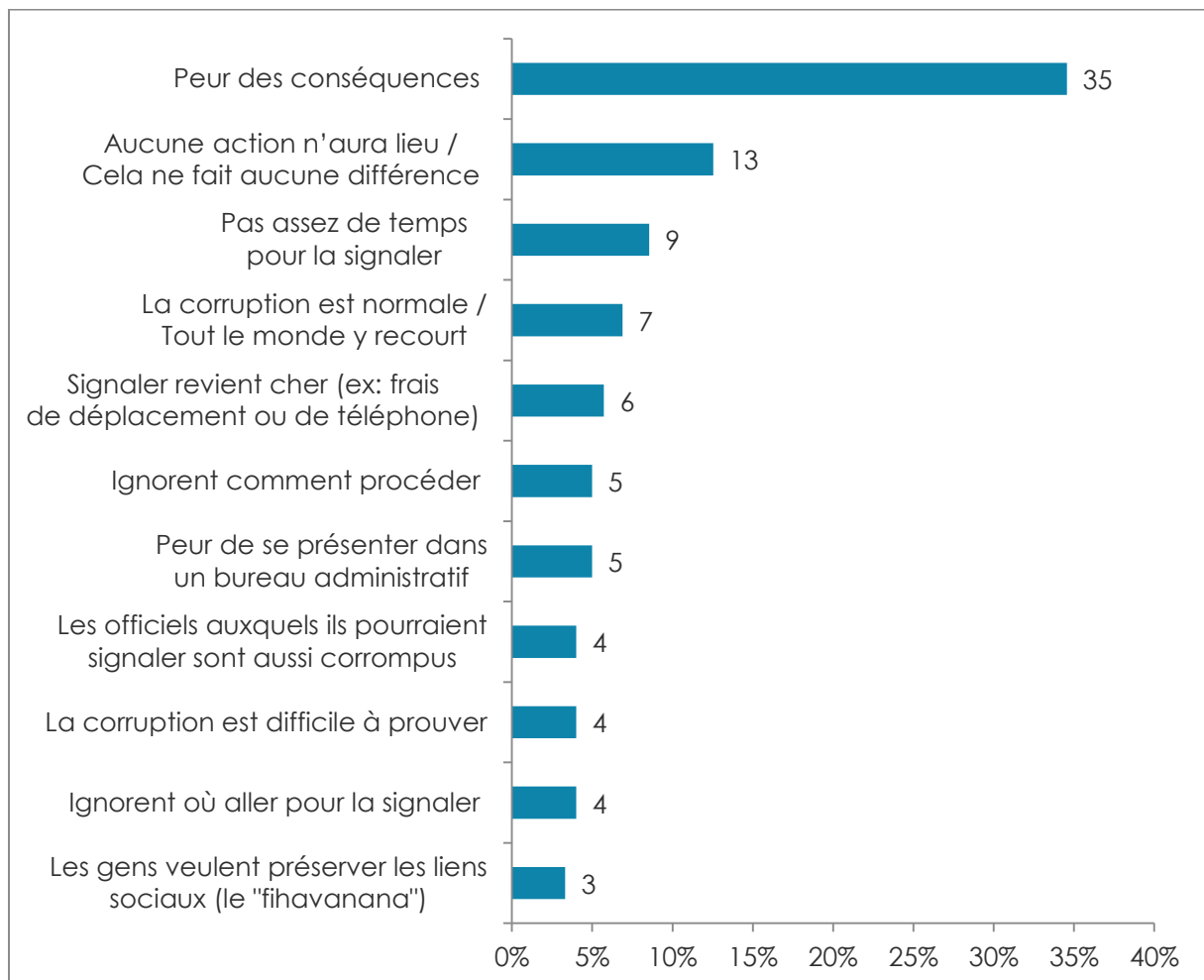


La question posée aux répondants: Quelle est la chose la plus efficace que les gens ordinaires comme vous peuvent faire pour aider à combattre la corruption dans ce pays?

En dépit de la forte conviction de la population de vouloir participer à la lutte contre la corruption, il s'est avéré que beaucoup de facteurs les empêchent à aller dénoncer les cas de corruption. Considérant les trois premières raisons, « la peur des conséquences » de signaler les cas de corruption dont ils sont témoins est avancée par 35% des Malgaches. Cette peur est d'ailleurs la principale raison qui freine le recul de ce phénomène au niveau du pays. A cela s'ajoutent le manque de confiance envers l'instance pénale anti-corruption, en étant convaincu que « rien ne va changer » (13%), puis « le manque de temps chez les citoyens pour signaler aux autorités les cas de corruption » (9%) (Figure 14).

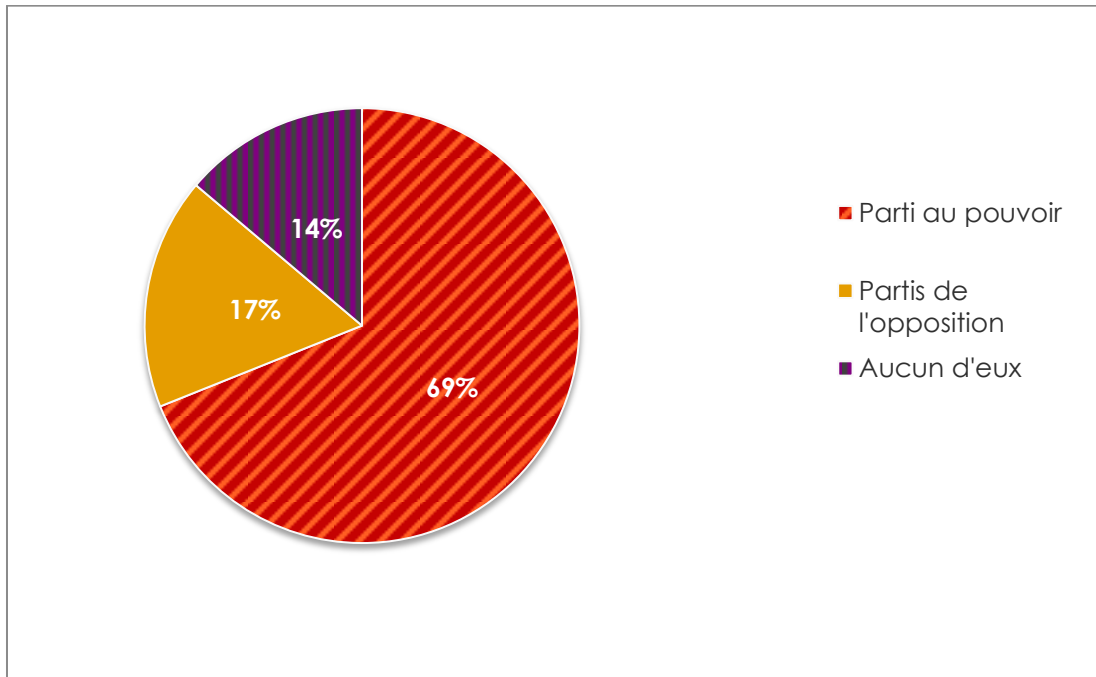
Enfin, plus de deux Malgaches sur trois (69%) restent persuadés que le parti au pouvoir est le mieux placé pour faire baisser la corruption, en se mobilisant pour restreindre la possibilité de commettre cette pratique dans le pays (Figure 15). Cette tendance reflète la confiance qu'ont les Malgaches toujours envers leurs dirigeants, ou du moins, l'espoir qu'ils ont face aux mesures qui encourageraient le recul de ce fléau pour le développement du pays.

Figure 14: Principales raisons empêchant les Malgaches à dénoncer les actes de corruption | 2014



La question posée aux répondants : Certaines personnes avancent que plusieurs incidents de corruption ne sont jamais signalés. En vous basant sur votre expérience, quelle est, à votre avis, la raison principale qui empêche les gens de signaler la corruption quand elle a lieu?

Figure 15: Perceptions sur le mieux placé pour endiguer la corruption | Madagascar
| 2014



La question posée aux répondants: À votre avis, en considérant les partis politiques au pouvoir et ceux de l'opposition de ce pays, lequel est le plus en mesure de répondre à chacun des besoins suivants, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Lutter contre la corruption au sein de l'administration publique?

Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Désiré Razafindrazaka est le représentant national d'Afrobaromètre à Madagascar et directeur du cabinet COEF Ressources. Email: desirazaf@yahoo.fr

Laelitia Razafimamonjy est chef de projets chez COEF Ressources. Email: coef-re@moov.mg

Iraldo Luis Djao est consultant chez COEF Ressources. Email: iraldo.dial9@gmail.com

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université Etatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Afrobaromètre est soutenu financièrement par le Département britannique pour le développement international (DFID), l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque Mondiale, et la Fondation Mo Ibrahim.

Pour plus d'informations, veuillez visiter www.afrobarometer.org.

Dépêche No. 54, Afrobaromètre | 22 octobre 2015